

Stabilisation économique (page 3)

La discipline budgétaire recommandée



La stabilisation macroéconomique est possible à condition que les autorités maintiennent leur engagement en matière de discipline budgétaire, resserrent leur politique monétaire et progressent vers une réforme du taux de change selon une approche crédible, ordonnée et bien séquencée.

ENTREPRENEURIAT



Foire Made in Burundi

Made in Burundi 2026 : les produits locaux à l'honneur (page 2)

GOVERNANCE



Grands Lacs-Liberté d'expression

Un exercice d'équilibre entre engagement citoyen et sécurité personnelle (page 4)

SOCIÉTÉ



Aïd al-Adha au Burundi

Une fête spirituelle dans un contexte économique éprouvant (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Stabilisation économique : Des efforts supplémentaires s'imposent



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

est estimée à 4,2% en 2025 comme la Banque Mondiale l'a précisée dans son dernier rapport.

L'inflation reste toujours élevée par rapport à la situation qui s'observe dans les autres pays de la Communauté Est Africaine.

La dette publique évolue également en flèche. Elle est estimée à 42 % du PIB à fin 2025 et est considérée comme soutenable, mais avec un risque élevé de surendettement. Ce qui souligne l'importance de la poursuite de la consolidation budgétaire, de politiques d'emprunt prudentes et du recours à des financements concessionnels pour inverser la tendance.

Le FMI demande de poursuivre les efforts de stabilisation

macroéconomique en cours et de mener des réformes de manière progressive et réfléchie. Il précise que la stabilisation macroéconomique est possible à condition que les autorités maintiennent leur engagement en matière de discipline budgétaire, resserrent leur politique monétaire et progressent vers une réforme du taux de change selon une approche crédible, ordonnée et bien séquencée.

Le gouvernement devrait aussi fournir des efforts pour booster le niveau des exportations. Pour le moment, il s'est engagé à travailler beaucoup plus sur la culture d'avocat et le secteur minier.

Pourtant, le fait que l'exploitation de l'Or reste encore artisanale constitue

un défi de taille. On exporte encore des minerais qui sont à l'état brut. Cela fait que le pays enregistre des pertes colossales.

Le gouvernement devrait alors miser sur la valorisation du secteur minier en pensant à sa modernisation et à la transparence d'amont en aval dans ce secteur.

De plus, des efforts supplémentaires dans le développement de l'exploitation des cultures d'exportation, entre autres le thé, le café et le coton qui génèrent une grande partie des devises sont une impérieuse nécessité.

La raison est que ces cultures sont en train d'être abandonnées progressivement par les exploitants agricoles. Ces derniers sont

démotivés par la rémunération si on tient compte des dépenses qu'ils engagent par ces derniers.

Ils choisissent de s'orienter vers le développement des cultures vivrières telles que la pomme de terre, le maïs, le haricot, etc qu'ils jugent plus rentables.

La promotion des exportations est l'une des stratégies qui pourra contribuer à la croissance économique et à l'amélioration du niveau de vie des Burundais. Quand les devises sont disponibles, la disponibilité du carburant, des médicaments, etc s'ensuit.

Les indicateurs macroéconomiques du Burundi ne sont pas rassurants même si la croissance économique

ENTREPRENEURIAT

Made in Burundi 2026 : les produits locaux à l'honneur

La foire-exposition « Made in Burundi » se poursuit du 25 mai au 3 juin 2026 dans les enceintes de l'hôtel Source du Nil à Bujumbura. L'ouverture officielle a eu lieu ce 28 mai en présence des autorités administratives, des représentants du secteur privé et des exposants. L'événement vise à promouvoir la consommation des produits fabriqués localement et à renforcer la compétitivité des entreprises burundaises.

La foire-exposition « Made in Burundi » rassemble des entreprises issues de plusieurs secteurs d'activités, notamment l'agroalimentaire, les cosmétiques, l'habillement et la transformation industrielle, etc. A travers cette initiative, le gouvernement entend encourager la consommation des produits locaux et valoriser le savoir-faire des producteurs nationaux.

Lors de son intervention, la secrétaire permanente au ministère des Ressources minières, énergétiques, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Christine Niragira, a souligné les progrès réalisés par les entreprises burundaises. « Que ce soit dans le secteur alimentaire, dans les cosmétiques ou encore dans l'habillement, les entreprises burundaises ont fourni beaucoup d'efforts pour promouvoir les produits locaux », a-t-elle déclaré. Elle a également invité les Burundais, les résidents étrangers et les visiteurs des pays voisins à découvrir les produits exposés et à privilégier l'achat des biens fabriqués au Burundi.



Différentes unités de production et entreprises présentent leurs produits à l'occasion de la foire.

Renforcer les capacités pour conquérir les marchés extérieurs

Au-delà de la promotion du marché local, les autorités souhaitent voir davantage d'entreprises burundaises accéder aux marchés internationaux. Selon Mme Niragira, plusieurs sociétés disposent déjà de produits de qualité, mais se heurtent encore à des contraintes liées aux volumes de production. « Nous avons constaté que certaines entreprises disposent de très bons produits, mais la quantité produite n'est pas suffisante pour permettre l'exportation », a-t-elle expliqué.

Pour relever ce défi, elle a encouragé les opérateurs économiques à renforcer leurs capacités de production et à développer des partenariats leur permettant d'unir leurs forces afin d'atteindre les volumes requis sur les marchés extérieurs. Les autorités estiment que la collaboration entre les entreprises pourrait contribuer à accroître la compétitivité des produits burundais tout en favorisant les exportations.

Le secteur privé plaide pour une meilleure préparation des prochaines éditions

De son côté, le président de la Chambre fédérale du commerce et de l'industrie du Burundi (CFCIB), Olivier Suguru, a formulé plusieurs recommandations visant à améliorer les futures éditions de la foire. Parmi ses propositions figurent l'évaluation systématique de chaque édition, la mise en place d'un comité de préparation élargi associant différents ministères, l'implication des provinces dans l'identification des unités de transformation ainsi que la participation des universités et des centres de recherche.

Il a également plaidé pour la création d'une plateforme numérique d'inscription des exposants, l'organisation des foires virtuelles préparatoires et le renforcement de la participation des entreprises burundaises aux foires régionales. « Le Burundi étant un petit pays, il ne pourra pas concurrencer en quantité plutôt qu'en qualité. La culture de

l'excellence doit être notre leitmotiv », a-t-il affirmé.

Selon lui, les entreprises doivent davantage intégrer les nouvelles technologies et les outils numériques, notamment l'intelligence artificielle, afin d'améliorer leur productivité, de réduire les coûts de production et de renforcer leur capacité d'innovation. A travers cette foire-exposition, les autorités publiques

et le secteur privé entendent faire du label « Made in Burundi » un véritable levier de développement économique et un instrument de promotion des produits nationaux sur les marchés locaux et internationaux.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 22 Mai 2026

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2966	3014
Euro	3445	3500
Shi. Kenyan	22.8719	23.2408
Shi. Tanzanien	1.1396	1.1580
Shi. Ougandais	0.7848	0.7974
Fr Rwandais	2.0276	2.0603

FMI : « La stabilisation macroéconomique est possible au Burundi »

Le FMI indique que les autorités burundaises ont pris des mesures politiques importantes pour stabiliser l'économie et réduire les déséquilibres conformément à la stratégie macroéconomique adoptée l'an dernier et à leur programme de réformes nationales. La croissance s'est accélérée en 2025 et l'inflation a fortement diminué. Pourtant, il indique que d'importants déséquilibres extérieurs rendent l'économie burundaise vulnérable à une détérioration de la conjoncture internationale. Il demande de poursuivre les efforts de stabilisation en cours et de mener les réformes de manière progressive et réfléchie. Il précise que la stabilisation macroéconomique est possible à condition que les autorités maintiennent leur engagement en matière de discipline budgétaire, resserrent leur politique monétaire et progressent vers une réforme du taux de change selon une approche crédible, ordonnée et bien séquencée



Edouard Normand, Gouverneur de la BRB : « La BRB réaffirme sa détermination à poursuivre une politique monétaire prudente et cohérente afin de préserver la stabilité des prix et de soutenir l'activité économique ».

Une équipe du Fonds Monétaire International (FMI) s'est rendue au Burundi du 27 avril au 8 mai 2026 afin de rencontrer les autorités économiques et d'autres interlocuteurs des secteurs public et privé dans le cadre des consultations prévues à l'article IV de la Convention de 2026.

Les discussions ont porté sur l'évolution récente de la situation, les perspectives économiques et les risques, ainsi que sur les politiques et les réformes nécessaires pour assurer la stabilisation macroéconomique, favoriser une croissance robuste et la création d'emplois, préserver la viabilité de la dette, renforcer la stabilité financière et réduire la pauvreté.

Le FMI fait savoir qu'en 2025, la situation économique s'est améliorée grâce aux efforts de stabilisation macroéconomique des autorités, à une meilleure discipline budgétaire et à une forte amélioration des termes de l'échange. La croissance du PIB réel est estimée à 4,2 % et est portée par la vigueur des exportations. La hausse des cours internationaux de l'or et du café ainsi que l'augmentation des volumes pour l'or qui est passé d'environ 400 kg en 2024 à 1,2 tonne en 2025 ont entraîné une nette progression des recettes d'exportation et des entrées de devises. En conséquence, les tensions sur le marché des changes se sont atténuées et la prime de change parallèle a diminué même si elle demeure élevée à 100 % fin avril 2026.

Les résultats budgétaires se sont améliorés en 2025/26 par rapport à l'exercice précédent, malgré des déficits de recettes. L'ajustement budgétaire demeure un pilier central de la stratégie de stabilisation macroéconomique des autorités. Le déficit budgétaire global devrait se réduire sensiblement pour atteindre 3,4 % du PIB en 2025/26 contre 5,5 % en 2024/25. Ce qui témoigne des efforts de consolidation budgétaire des autorités.

Des efforts sont encore à fournir

Toutefois, le FMI fait remarquer que des efforts supplémentaires seront nécessaires pour atteindre l'objectif de déficit à moyen terme. Les recettes

enregistrées jusqu'en mars 2026 étaient inférieures aux prévisions, notamment les recettes non fiscales, en raison d'une sous-estimation des recettes locatives et des ventes de biens et services. Les services de l'Etat prévoient que les autorités continueront à privilégier les dépenses et à améliorer l'efficacité des dépenses pour remédier aux insuffisances des recettes tout en préservant les services essentiels, les dépenses sociales ciblées et les investissements publics de qualité.

Il y a un risque élevé de surendettement

La dette publique estimée par les services de l'Etat à 42 % du PIB à fin 2025 est considérée comme soutenable, mais avec un risque élevé de surendettement. Ce qui souligne l'importance de la poursuite de la consolidation budgétaire, de politiques d'emprunt prudentes et du recours à des financements concessionnels.

L'inflation a considérablement diminué et se rapproche désormais de l'objectif de 8 % fixé par la Banque centrale. L'inflation annuelle est passée d'environ 45,5 % en avril 2025 à 10,8 % en mars 2026. Cette baisse s'explique principalement par une meilleure discipline budgétaire, qui a permis de limiter le recours au financement du déficit par la Banque centrale ainsi que par une meilleure coordination entre les politiques budgétaire et monétaire.

Les perspectives économiques du Burundi sont positives à condition que la dynamique actuelle des réformes se maintienne et que la conjoncture extérieure se normalise. La croissance du PIB réel devrait s'établir à environ 3,9 % en 2026 et se renforcer progressivement à moyen terme pour atteindre entre 4 et 4,5 % grâce à une meilleure stabilité macroéconomique, un assouplissement des contraintes de change et des réformes visant

à stimuler la croissance dans les principaux secteurs d'exportation et de production.

L'inflation devrait légèrement augmenter au second semestre pour atteindre une moyenne de 14,5 % en 2026 et converger vers une fourchette de 10 à 12 % supérieure à l'objectif de la Banque centrale à moyen terme sous réserve du maintien d'une politique monétaire rigoureuse.

Les réserves de change devraient augmenter progressivement pour atteindre environ 500 millions de dollars américains, soit 2,8 mois d'importations à moyen terme.

Les services du gouvernement félicitent les autorités pour l'ambitieux ajustement budgétaire en cours et l'adoption d'un cadre budgétaire à moyen terme, qui constitue la pierre angulaire de la stratégie de stabilisation macroéconomique. Le gouvernement n'a pas eu recours aux avances de la Banque centrale pour financer le déficit depuis le début de l'exercice, contribuant ainsi à la réduction des pressions inflationnistes et à la stabilité de l'environnement économique.

Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures recommandé

Pour l'avenir, les services de l'Etat recommandent de renforcer la mobilisation des recettes intérieures afin de dégager des marges de manœuvre pour des dépenses sociales et de développement prioritaire tout en poursuivant la réduction de la dette publique.

Concernant la politique fiscale, les services recommandent d'examiner attentivement et de mieux cibler les exonérations fiscales qui ont coûté à l'Etat entre 1,5 et 3 % du PIB chaque année ces dernières années et d'élargir l'assiette

fiscale. La réduction des seuils d'enregistrement à la TVA, la révision et la suppression des exonérations de TVA inutiles et la réduction du nombre de produits taxés au taux réduit permettraient de générer des recettes supplémentaires, de contribuer à la formalisation de l'activité économique et d'améliorer l'efficacité du système fiscal.

La suppression progressive du double taux de change encouragée

La suppression progressive du double taux de change actuel contribuerait à réduire les distorsions, à soutenir la compétitivité, à renforcer les entrées de devises et à améliorer la transmission du soutien extérieur à l'économie.

La réforme du taux de change apporterait des avantages macroéconomiques et structurels, atténuerait les pénuries de carburant, stimulerait les exportations et les investissements directs étrangers et augmenterait la valeur de l'aide extérieure.

Un resserrement de la politique monétaire est nécessaire pour consolider les récents progrès en matière de désinflation et soutenir les réformes du marché des changes. Compte tenu des conditions de financement tendues, la prudence budgétaire doit être maintenue afin d'éviter le recours au financement de la Banque centrale. Ce qui engendrerait des pressions inflationnistes.

Les services de la Banque centrale anticipent que la mise en œuvre du Compte unique du Trésor et une gestion plus efficace de la trésorerie du secteur public entraîneront une contraction progressive des liquidités. Cela nécessitera une gestion proactive des liquidités par

la Banque de réserve de l'Union (BRB) afin de compenser les tensions potentielles sur le marché monétaire.

Des vulnérabilités persistent dans le secteur financier

Le secteur financier est demeuré globalement stable, mais des vulnérabilités persistent. Malgré des réserves de liquidités et des fonds propres conformes aux exigences réglementaires minimales, les banques sont confrontées à un environnement difficile, marqué par des taux d'intérêt réels négatifs, des opportunités de prêts au secteur privé limitées et une forte exposition à la dette publique.

Le renforcement de la gouvernance est essentiel pour libérer tout le potentiel économique du pays et garantir que les récents progrès macroéconomiques se traduisent par une croissance durable et inclusive.

Dans un communiqué de presse signé par Edouard Normand Bigendako, gouverneur de la BRB, cette institution note avec intérêt les recommandations formulées relatives à la maîtrise de l'inflation, à la consolidation du secteur financier, au renforcement des réserves de change et à l'amélioration du fonctionnement du marché de change par des réformes soigneusement séquencées compte tenu de la stabilité macroéconomique du marché et de la nécessité de protéger les ménages vulnérables.

La BRB réaffirme sa détermination à poursuivre une politique monétaire prudente et cohérente afin de préserver la stabilité des prix et de soutenir l'activité économique.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Grands Lacs-Liberté d'expression

Un exercice d'équilibre entre engagement citoyen et sécurité personnelle

Dans le contexte des Grands Lacs, «s'exprimer librement» signifie souvent naviguer avec prudence entre le droit d'expression et les risques potentiels. Cela implique d'adopter des stratégies d'expression mesurées, parfois indirectes, notamment à travers des plateformes communautaires, des dialogues locaux ou des réseaux sociaux. La liberté d'expression devient ainsi un exercice d'équilibre entre engagement citoyen et sécurité personnelle où l'autocensure devient un réflexe.



Alexis Nimubona, chargé de la communication à l'OLUCOME : « Bien que certaines organisations de la société civile (OSC) puissent mener des activités, elles ne disposent pas d'une liberté totale pour s'exprimer sur toutes les thématiques concernant la vie du pays ».

« Dans la région des Grands Lacs, la liberté d'expression reste globalement fragile et inégale selon les pays. Bien que des cadres juridiques reconnaissent ce droit, sa mise en œuvre demeure limitée dans la pratique », constate Emile Nduwimana de l'Action pour le Développement et l'Intégration Régionale (ADIR), une plateforme membre du Réseau des Plateformes des ONG d'Afrique Centrale (REPONGAC).

Comme il l'explique, au Burundi, plusieurs médias indépendants ont été suspendus ou fermés après la crise politique de 2015. Cela a été aussi le cas pour les organisations de la société civile au Burundi. Comme l'explique Alexis Nimubona, chargé de la communication à l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Économiques (OLUCOME), depuis la crise de 2015, un fossé s'est creusé entre l'administration et les OSCs, entraînant l'exil de plusieurs acteurs des OSCs et une rupture du dialogue.

En République démocratique du Congo, le débat sur la liberté d'expression revient avec insistance dans un contexte marqué par les tensions sécuritaires à l'Est du pays. Pour Jessé Busomoke, chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication, la situation actuelle traduit une détérioration progressive des espaces d'expression citoyenne et médiatique.

« L'état de la liberté d'expression en RDC est au bas de l'échelle au vu des restrictions imposées aux médias, aux journalistes et aux simples citoyens prétextant la guerre », affirme-t-il. Selon lui, les autorités imposeraient désormais indirectement « la ligne éditoriale » que devraient suivre certains médias, limitant ainsi les opinions divergentes et les débats contradictoires.

Les OSCs face aux restrictions

« Les restrictions sont nombreuses. Elles concernent notamment l'accès à l'information, la liberté d'avoir une opinion contraire au pouvoir en place, le libre-échange dans un débat télévisé », explique Jessé Busomoke. Dans ce contexte, la critique publique deviendrait de plus en plus difficile, notamment lorsque les questions sécuritaires ou politiques sont en jeu.

Selon Nduwimana, les restrictions prennent plusieurs formes, notamment des contraintes administratives, des intimidations, des arrestations arbitraires et des limitations de financement. Au Burundi, certaines organisations de la société civile ont vu leurs activités suspendues ou soumises

à un contrôle strict. Nimubona explique que le retour de certaines organisations de la société civile comme PARCEM et OLUCOME après 2020 a marqué une tentative de renaissance, mais leurs initiatives ont souvent été freinées par des restrictions, des refus d'autorisation ou des interruptions d'ateliers en pleine activité.

Selon toujours lui, aujourd'hui, au Burundi, les OSCs peuvent travailler relativement librement sur des sujets liés au développement local, à l'entrepreneuriat ou à l'auto-développement, mais rencontrent de grandes difficultés lorsqu'il s'agit de thématiques sensibles telles que la gouvernance, la corruption, les droits de l'homme ou la liberté de pensée.

Pourtant, plusieurs mécanismes d'alerte ou de soutien pour les victimes de la répression existent, bien qu'ils soient souvent insuffisants ou inégalement accessibles. Selon Nduwimana, des organisations internationales comme Amnesty International ou Human Rights Watch documentent les violations et offrent un plaidoyer international. Au niveau régional, des réseaux de défense des droits humains mettent en place des systèmes d'alerte rapide et des appuis juridiques. Par exemple, en RDC, certaines organisations locales offrent une assistance juridique aux journalistes arrêtés, tandis que des structures informelles assurent un soutien psychologique aux militants menacés. « Cependant, ces mécanismes restent limités face à l'ampleur des besoins », trouve-t-il.

Pour plusieurs observateurs de la société civile congolaise, les préoccupations liées à la sécurité nationale ont parfois servi de

justification à certaines limitations des libertés publiques.

Dans le dernier classement, Civicus Alliance décrit l'espace civique de la RDC comme « réprimé ». (<https://monitor.civicus.org/watchlist-march-2025/DRC/>) Dans les pays classés dans cette catégorie, l'espace civique est considérablement restreint. Les personnes actives et les membres de la société civile qui critiquent les détenteurs du pouvoir risquent d'être surveillés, harcelés, intimidés, emprisonnés, blessés ou tués, explique le rapport de mars 2025.

Jessé Busomoke estime également que cette situation affecte profondément l'engagement citoyen. « Une détérioration accentuée qui ne dit pas son nom », dit-il, ajoutant qu'elle pousse progressivement les citoyens « à ne rien dire, ne rien proposer pour la bonne marche du pays ». Selon lui, cette dynamique aurait réduit « toutes les couches de la société civile à de simples spectateurs ».

Une autocensure sans précédent

Cette situation entraîne une autocensure généralisée. Jessé Busomoke estime qu'une forme d'autocensure se serait progressivement installée dans les médias et au sein de la population. « Il faut savoir se retenir et s'aligner derrière un narratif dicté par le pouvoir lorsqu'il faut s'exprimer », affirme-t-il. Une attitude qui, selon lui, dépasse désormais les seuls journalistes. « Cette autocensure est devenue un réflexe de survie dans la société et pour les médias », souligne-t-il. Pendant qu'en RDC les signaux sont à l'orange, au Burundi,

le signal est au rouge. (<https://monitor.civicus.org/country/burundi/>)

« L'autocensure est une réalité largement répandue dans la région des Grands Lacs », estime Nduwimana. Face aux risques d'intimidation, d'arrestation ou de stigmatisation, de nombreux journalistes et acteurs de la société civile choisissent de limiter ou d'adapter leurs propos. Par exemple, au Burundi : « certains acteurs préfèrent utiliser des espaces de concertation communautaire pour aborder des sujets sensibles plutôt que des canaux publics exposés », dit-il.

Le cas est identique pour les OSCs : comme l'explique Nimubona, bien que certaines organisations de la société civile (OSC) puissent mener des activités, elles ne disposent pas d'une liberté totale pour s'exprimer sur toutes les thématiques concernant la vie du pays. Beaucoup évitent de s'exprimer sur des sujets politiques ou relatifs aux droits fondamentaux par crainte de représailles.

Vers une évolution récente de l'espace civique ?

Selon Nduwimana, on observe des dynamiques contrastées dans la région. En RDC, certaines avancées ont été notées avec une plus grande liberté médiatique après les tensions politiques récentes bien que ces progrès restent fragiles, notamment dans les zones affectées par l'insécurité. Au Burundi, des signaux d'ouverture ont été observés ces dernières années avec le retour progressif de certains acteurs, mais l'espace civique demeure étroit et

sous surveillance. « Globalement, la tendance reste marquée par une prudence des acteurs civiques face à un environnement encore incertain », estime-t-il.

Nimubona affirme que malgré ces obstacles, on observe quelques signes d'amélioration. « La société civile burundaise tente de se réorganiser et de reprendre sa place dans le débat public même si le chemin est encore long », trouve-t-il. Pour que l'espace civique s'ouvre davantage, il est essentiel que les OSCs ne soient plus perçues comme des opposants, mais plutôt comme des partenaires indispensables au développement du pays. « Là où les OSCs ne peuvent pas travailler librement, le risque de fragilisation et de destruction sociale est réel », explique-t-il.

La RDC tout comme les autres pays de la sous-région sont régulièrement interpellés par des organisations de défense des droits humains concernant la protection de la liberté de la presse et des opinions politiques. Les autorités congolaises, de leur côté, soutiennent qu'elles agissent dans un contexte sécuritaire particulièrement sensible.

Selon Nimubona, le changement est un processus continu. Avec le temps et la volonté politique, il est possible de reconstruire la confiance entre l'Etat et la société civile. L'avenir du pays dépend en grande partie de cette ouverture de l'espace civique, car une société civile forte et libre est le socle d'un développement durable et inclusif.

Innocent Buchu (Kinshasa) et Florence Inyabuntu (Bujumbura)

Aïd al-Adha au Burundi

Une fête spirituelle dans un contexte économique éprouvant

L'Aïd al-Adha 2026 au Burundi a été célébré dans un contexte marqué par la précarité économique et logistique. Pourtant, malgré les difficultés, les fidèles ont tenu à honorer cette fête, symbole de foi, de sacrifice et de solidarité. Plus qu'un rituel, elle demeure un moment de communion qui transcende les obstacles matériels et rappelle l'essence même de la spiritualité musulmane.

L'Aïd al-Adha ou fête du sacrifice est l'un des moments les plus sacrés du calendrier islamique. Célébrée le 10^e jour de Dhul Hijjah, elle commémore l'acte de foi du prophète Ibrahim (Abraham), prêt à sacrifier son fils en obéissance à Dieu avant qu'un bélier ne soit envoyé pour le remplacer.

Chaque année, les fidèles musulmans se rassemblent pour prier et par après ceux qui en ont les moyens, accomplissent le Qurbani, le sacrifice rituel d'un mouton, d'une chèvre, d'une vache ou d'un chameau. La viande est ensuite partagée en trois parts : une pour la famille, une pour les proches et une pour les nécessiteux, symbole de solidarité et de fraternité.

Le mercredi 27 mai 2026, les musulmans burundais se sont joints à la communauté mondiale pour célébrer cette fête. Dans différents quartiers de la capitale économique Bujumbura, les rues se sont remplies dès le matin de fidèles vêtus de leurs plus beaux habits, marchant en famille vers les lieux de prière. La circulation était réduite, marquée par le jour férié accordé aux non musulmans, mais aussi par une pénurie de carburant



Le mercredi 27 mai 2026, les musulmans burundais se sont joints à la communauté mondiale pour célébrer l'Aïd al-Adha. (Photo : Ntare House)

qui a compliqué les déplacements. Les rares véhicules en circulation étaient surchargés, illustrant les difficultés actuelles de transport.

Des prix hors de portée pour de nombreux fidèles

Les défis ne se sont pas arrêtés aux déplacements. Après la prière, vient le moment central du sacrifice

et c'est là que les contraintes économiques se sont fait sentir avec acuité. Le prix des moutons et des chèvres a atteint des niveaux inédits. A Bujumbura, les chèvres ne se négociaient pas en dessous de 200 000 FBu et certains acheteurs évoquaient des prix allant jusqu'à 450 000 FBu. Comme l'a expliqué un vendeur rencontré tout près de la rivière Mugere, cette flambée est

liée à plusieurs facteurs : la pénurie de carburant qui freine le transport des animaux, l'augmentation des coûts d'élevage des animaux, mais aussi la spéculation des vendeurs profitant de la forte demande.

Sur le Boulevard de l'Indépendance, dans la commune Mukaza, les festivités ont été rehaussées par la présence du chef de l'Etat et de

tant d'autres autorités. Le Mufti du Burundi, représentant légal de la COMIBU, a lancé un vibrant appel aux fidèles de préserver les récoltes que chacun obtiendra en cette période de moisson que nous attendons. « Chacun doit comprendre que cela contribue au développement du pays », a-t-il dit.

Florence Inyabuntu

ENVIRONNEMENT

Quand les déchets de Bujumbura deviennent une mine de devises

Au Burundi, des initiatives innovantes transforment les déchets en une opportunité à la fois économique et écologique, grâce à leur exportation vers les marchés régionaux. Si la demande extérieure s'avère immense et largement insatisfaite, ces initiatives se heurtent néanmoins à d'importants défis logistiques. Un appui gouvernemental à de telles initiatives est plus que nécessaire.

Des tas de déchets (sachets, cartons, papiers, sacs, bouteilles en plastique, etc.) sont visibles dès l'entrée au siège de la Société Nezerwa Investment Group situé au quartier 10 de Ngagara, dans la commune Ntahangwa de la province de Bujumbura. Parmi les déchets multicolores éparpillés dans la cour de cette société, des sachets constitués en ballots de 110 kg chacun sont superposés les uns sur les autres. Ils sont prêts à être exportés. A l'intérieur d'un hangar construit sur ce terrain, des ballots de déchets en carton pesant 500 kg chacun, prêts à être exportés sont également superposés les uns sur les autres.

Pour arriver jusque-là, ces déchets sont collectés en provenance des dépotoirs, des marchés, des rivières et de partout où ils ont été jetés

dans la nature. Ils sont collectés grâce à 40 coopératives œuvrant dans les différents quartiers de la mairie de Bujumbura ainsi que par des particuliers capables de le faire. Pour un kilogramme de déchet sachet collecté, cette société l'achète à 500 FBu tandis qu'un kilogramme de déchet carton ou de sac est acheté à 100 FBu. Ces déchets sont ensuite récupérés par cette société depuis ces points de collecte et acheminés vers le siège de Nezerwa Investment Group où ils sont triés selon leur nature, mis en ballots, puis exportés.

Au nom de l'environnement, mais du développement aussi

La collecte de ces déchets constitue un dur labeur, qui demande beaucoup de sacrifices, mais qui vaut la peine, selon Silas Bucumi, patron de la société Nezerwa Investment Group. Tous ces déchets, peu importe leur provenance et leur nature, sont collectés dans un seul objectif : la protection de l'environnement. « Nous avons constaté que ces déchets représentent un grand obstacle pour l'environnement. Comme ils sont jetés partout, cela provoque des perturbations climatiques. Nous nous sommes donc fixé l'objectif de leur donner de la valeur en les transformant car, lorsqu'on les exporte, ils nous rapportent des devises », explique Bucumi.



De telles initiatives devraient être appuyées par le gouvernement, car elles servent non seulement à protéger l'environnement, mais aussi à créer des emplois et à générer des devises pour le pays.

Actuellement, cette société collecte environ 2 tonnes par de déchets sachets par jour. « A Ngozi, la collecte est très faible, car les habitants ne s'y sont pas encore habitués : nous y ramassons entre 200 et 300 kg de déchets par jour », dit-il, avant d'exprimer la volonté de la société d'étendre cette activité à d'autres provinces du pays, car les déchets qui finissent leur course dans les rivières et détruisent l'environnement y sont légion.

Concernant les déchets cartons, il explique que beaucoup sont brûlés. Ce qui pollue l'air ou sont abandonnés à l'extérieur où la pluie les détériore. « Nous nous sommes

donné pour mission de leur donner de la valeur. Ici, nous collectons environ 5 tonnes de cartons par jour et nous pourrions en ramasser davantage, car ils sont nombreux », dit-il. Il signale que le grand défi est le transport de ces déchets depuis les points de collecte jusqu'au siège de cette entreprise puisqu'ils utilisent des camions loués. Cela est amplifié par la pénurie du carburant.

Un marché vaste et insatisfait

Même s'ils sont parfois considérés au Burundi comme de simples déchets, dans d'autres pays ils

constituent des matières premières indispensables. Cette société exporte ces produits grâce à des contrats signés avec des entreprises qui fabriquent des tuyaux, des fils utilisés dans la cordonnerie, des palettes, etc., notamment au Kenya, en Ouganda, au Soudan du Sud et en Tanzanie. Comme il l'explique, la société n'a pas de problème d'écoulement ; au contraire, le marché est si vaste qu'il est impossible de le satisfaire pleinement. « Les acheteurs demandent 200 tonnes de cartons par jour, mais nous ne pouvons pas atteindre ce volume. Ils demandent aussi plus de 200 tonnes de sachets, mais nous n'arrivons pas à les fournir en entier », dit-il.

Depuis plusieurs années, le Burundi est en train de transformer ses villes en villes propres. Pourtant, la gestion des déchets, qu'ils soient biodégradables ou non, demeure problématique. Des initiatives allant dans le sens de la valorisation des déchets sont lancées partout au Burundi, mais elles se heurtent souvent à des défis liés principalement au manque de moyens. Bucumi estime que de telles initiatives devraient être appuyées par le gouvernement, car elles servent non seulement à protéger l'environnement, mais aussi à créer des emplois et à générer des devises pour le pays.

Florence Inyabuntu

Centre Jeunes Kamenge

1500 jeunes attendus aux camps de travail

Du 23 juillet au 29 août 2026, le Centre Jeunes Kamenge organisera une nouvelle édition de ses camps de travail et de formation destinés aux jeunes de 16 à 30 ans. Plus de 1 500 participants sont attendus pour des activités axées sur la paix, le développement personnel, la protection de l'environnement et l'entrepreneuriat.

Les camps de travail et de formation organisés par le Centre Jeunes Kamenge en faveur des élèves en grandes vacances du accueillent cette année plus de 1500 jeunes venus de différents quartiers de Bujumbura, surtout ceux du Nord. Réparties en trois sessions : du 23 juillet au 1er août, du 6 au 14 août et du 20 au 29 août 2026, ces activités visent à promouvoir la cohésion sociale, le vivre-ensemble et l'engagement citoyen de la jeunesse.

L'annonce a été faite le 27 mai 2026 lors d'une conférence de presse par l'abbé Onésphore Nsengiyumva, directeur adjoint et coordonnateur des projets du Centre Jeunes Kamenge. Placée sous le thème «Jeunes dynamiques pour la paix et le développement inclusif», cette édition entend renforcer le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et le développement du pays. « Ces camps constituent un cadre privilégié pour former une jeunesse responsable capable de contribuer à la paix et au développement de sa communauté », a souligné l'abbé Nsengiyumva.



Le Centre Jeunes Kamenge est prêt à accueillir 1 500 jeunes pour les camps de travail et de formation.

Des formations et des actions concrètes pour la communauté

Durant leur séjour, les participants bénéficieront de formations variées portant notamment sur la culture de la paix, le respect des droits humains, la protection de l'environnement, le développement personnel ainsi que l'auto-emploi et l'entrepreneuriat.

Les jeunes prendront également part à des travaux manuels quotidiens destinés à développer l'esprit de travail et de l'autonomie. Parmi les activités prévues figurent des travaux de salubrité publique consistant à retirer des bouteilles en plastique et d'autres déchets des caniveaux et cours d'eau de certains quartiers de Bujumbura.

Les organisateurs prévoient aussi des conférences, des projections de films, des activités sportives, des animations culturelles ainsi que des compétitions de chant, de danse etc. Les meilleurs participants dans chaque catégorie seront récompensés.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée à la prévention des comportements à

risque. Les jeunes seront sensibilisés aux dangers liés à la consommation des stupéfiants, au vagabondage et à d'autres pratiques susceptibles de compromettre leur santé et leur avenir.

Un soutien recherché pour pérenniser l'initiative

A l'issue des activités, chaque participant recevra un kit de fournitures scolaires composé notamment de cahiers et de stylos afin de préparer la prochaine rentrée scolaire et d'alléger les charges des familles. Toutefois, les responsables du Centre soulignent que l'organisation d'un événement de cette ampleur nécessite d'importantes ressources financières, notamment pour l'alimentation des participants et l'acquisition du matériel pédagogique. « Nous invitons toutes les personnes de bonne volonté à soutenir cette initiative afin qu'elle continue à former les jeunes engagés et utiles à la société », a lancé l'abbé Nsengiyumva.

Créés en 1998, les camps de vacances du Centre Jeunes Kamenge sont devenus un rendez-vous incontournable pour la jeunesse burundaise. Au fil des années, ils ont contribué à renforcer la cohabitation harmonieuse entre jeunes issus de milieux différents tout en favorisant l'émergence des talents dans divers domaines. Les inscriptions des jeunes participants aux camps pour l'édition 2026 sont prévues du 15 au 30 juin 2026.

Gilbert Nkurunziza

DEVELOPPEMENT

Plus de 1500 tonnes de titane et de lithium exportées

Un pas vers la transformation locale des minerais

Le Burundi a procédé, le 23 mai 2026, à une nouvelle exportation de 1500 tonnes de minerais de titane et de lithium. Réalisée depuis le site minier de Ndora, dans la province de Bujumbura, cette opération s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'accroître la valeur ajoutée du secteur minier à travers la transformation locale des ressources avant leur exportation.

Sixante camions chargés d'environ 1 500 tonnes de minerais ont quitté le pays en direction des marchés internationaux. Ces minerais sont exploités par la société Sonalek sur le site de Ndora, situé dans la commune de Cibitoke. La cérémonie officielle d'expédition a été présidée par le ministre des Ressources minières, énergétiques, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Dr Hassan Kibeya. Selon lui, la production minière connaît actuellement une progression significative. Le volume extrait atteint désormais près de 100 tonnes par jour, alors qu'une quantité similaire nécessitait auparavant près d'un mois de travail.

Le ministre Kibeya a précisé que depuis le début de l'année 2026, quelque 2 500 tonnes de minerais non transformés ont déjà été exportées. Les revenus générés ont



Le Burundi réaffirme sa détermination à transformer localement ses minerais.

notamment permis l'acquisition de nouveaux équipements destinés à moderniser les activités minières et à développer la transformation locale.

Une usine pour augmenter la valeur ajoutée des minerais

Le même jour, les autorités ont réceptionné au port de Bujumbura des équipements destinés à la construction d'une usine de traitement du titane. Selon les projections officielles, cette unité industrielle pourra transformer

jusqu'à 100 tonnes de minerai par jour. « Ce volume correspond à ce qui était auparavant traité manuellement en un mois entier », a souligné Dr Hassan Kibeya.

Les autorités estiment qu'une tonne de titane transformé peut atteindre environ 7000 USD sur le marché international, contre une valeur nettement inférieure pour le minerai brut. L'objectif est donc de conserver une plus grande part des revenus miniers dans l'économie nationale. Jean-Baptiste Ntakirutimana, représentant de Sonalek, a indiqué que l'usine sera installée à Ndora où d'importants

gisements de titane ont été identifiés. Son entrée en service est annoncée dans un délai de deux mois.

Un secteur minier devenu stratégique pour l'économie

Cette initiative intervient dans un contexte où le secteur extractif prend une place croissante dans l'économie burundaise. Dans son rapport de consultation de 2026, le Fonds monétaire international (FMI) souligne que les exportations minières, notamment celles de l'or, ont fortement contribué à l'amélioration des recettes en devises du Burundi. Selon l'institution financière, les exportations d'or sont passées d'environ 400 kg en 2024 à 1,2 tonne en 2025. Cette hausse a contribué à l'augmentation des recettes d'exportation, à la réduction des tensions sur le marché des devises et à l'amélioration des perspectives économiques du Burundi.

Le FMI estime également que le secteur minier pourrait jouer un rôle encore plus important dans la croissance économique à condition de renforcer sa formalisation, sa traçabilité et sa transparence. L'institution encourage notamment le Burundi à tirer pleinement profit de ses ressources minières à travers une meilleure collecte des recettes fiscales, une supervision plus efficace du secteur et l'application

des normes internationales de transparence.

Vers la transformation du coltan et du lithium

Pour les autorités burundaises, l'usine de Ndora ne constitue qu'une première étape. Dr Hassan Kibeya a indiqué que les équipements actuellement acquis pourront être complétés dans un délai d'un à deux ans afin de permettre également le traitement d'autres minerais stratégiques, notamment le coltan et le lithium. Les minerais burundais sont actuellement exportés vers plusieurs marchés internationaux dont la Chine, la Russie et les Etats-Unis.

Parallèlement, la société Sonalek affirme avoir pris l'engagement de réhabiliter les sites après leur exploitation. Selon ses responsables, les zones minières seront réaménagées afin de limiter les impacts environnementaux et de leur donner de nouvelles vocations économiques ou communautaires. L'arrivée de cette nouvelle unité industrielle, accompagnée de deux camions de transport, marque ainsi une étape importante dans la stratégie du Burundi visant à transformer localement ses ressources minières, accroître les revenus tirés du secteur et renforcer sa contribution au développement économique du pays.

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS, HOPE DESIGN VOUS PROPOSE DES GOURDES PERSONNALISÉES

